



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

### montant des pensions

Question écrite n° 10231

#### Texte de la question

Mme Nathalie Kosciusko-Morizet appelle l'attention de M. le ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité sur le montant des retraites, et en particulier du montant et de l'indexation du minimum contributif. Créé en 1983, le minimum contributif avait pour objet de garantir aux salariés gagnant le SMIC un montant de pension égal à 95 % du SMIC net, pour une carrière de cent cinquante trimestres validés (retraite complémentaire ARRCO comprise). La part attribuée au minimum contributif, pour permettre cette garantie, représentait 60,40 % du SMIC brut. Faute d'avoir été indexé sur le SMIC, le minimum contributif n'en représente aujourd'hui que 45,50 %. Aussi la pension des salariés au SMIC représente-t-elle la somme de 700 euros par mois (retraite complémentaire incluse), soit moins que la somme de 877 euros de l'allocation équivalent retraite en faveur des chômeurs totalisant cent soixante trimestres, et moins encore que le minimum des pensions des fonctions publiques dont le montant est de 944 euros mensuel. Elle lui demande s'il entend prendre des mesures afin de relever le minimum de pension des plus bas salaires du régime général des salariés afin de leur offrir un minimum de pension plus équitable, ainsi que de lui communiquer tout avis en la matière.

#### Texte de la réponse

Selon l'exposé des motifs de la loi de 1983, la création du minimum contributif visait à « valoriser la carrière des assurés qui, bien qu'ayant travaillé un grand nombre d'années, n'ont acquis, en contrepartie de salaires faibles, qu'une pension inférieure au montant minimum vieillesse ». Or, ce minimum étend aujourd'hui son champ d'application très au-delà des objectifs initiaux : catégories d'assurés bénéficiant automatiquement du taux plein dès soixante ans pour inaptitude au travail, assurés bénéficiant du taux plein à soixante-cinq ans sans longue carrière, obtention du taux plein grâce à des durées d'assurance validées gratuitement, etc. Il est incontestable que le minimum contributif, qui était l'équivalent de 60 % du SMIC brut en 1983, n'en représente plus aujourd'hui que 45 %. Par rapport à l'indexation sur les prix des pensions et de la revalorisation des salaires reportés au compte, le SMIC, en raison des « coups de pouce » réguliers au 1er juillet de chaque année, évolue plus rapidement. De plus, il est paradoxal que le montant du minimum contributif - 533,51 euros mensuels - soit aujourd'hui inférieur au minimum vieillesse (577,92 euros). En 1983, les montants des deux minima étaient identiques. Le minimum vieillesse a en effet bénéficié de « coups de pouce » différenciés. Le minimum contributif évolue aujourd'hui au même rythme que celui des pensions. Une revalorisation conséquente du montant des pensions pèserait sur l'équilibre de nos régimes de retraite, sans améliorer de manière notable le montant du minimum contributif. Seule une revalorisation différenciée par rapport aux pensions de vieillesse est envisageable. Pour autant, une telle revalorisation n'améliorerait pas la situation des personnes à la fois bénéficiaires du minimum contributif et du minimum vieillesse. En effet, le coup de pouce sur le minimum contributif serait en tout ou partie compensé par la baisse corrélative de l'allocation supplémentaire du minimum vieillesse. En conséquence, une revalorisation différenciée ne profiterait pas aux personnes les plus démunies. Une piste d'évolution, qui pourrait être étudiée en concertation avec les partenaires sociaux, dans le cadre de la réforme en cours des retraites, serait de rendre le montant attribué davantage proportionnel à l'effort contributif réel. Elle donnerait ainsi tout son sens à l'objectif initialement visé par le minimum contributif. Cette question

mérite d'être étudiée avec un souci particulier d'équité en visant à assurer la pérennité de nos régimes de retraite par répartition.

## Données clés

**Auteur :** [Mme Nathalie Kosciusko-Morizet](#)

**Circonscription :** Essonne (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 10231

**Rubrique :** Retraites : généralités

**Ministère interrogé :** affaires sociales, travail et solidarité

**Ministère attributaire :** affaires sociales, travail et solidarité

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 13 janvier 2003, page 151

**Réponse publiée le :** 16 juin 2003, page 4712